

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie

Annecy, le 21 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERE CARMACO

Chez CECCON Frères
71 avenue des îles
74 961 Annecy cedex

Références : 20240305-RAP-InspCarCarmacoAnnecy-vs
Code AIOT dans GUN : 0006101701

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2024 dans l'établissement CARMACO implanté Le Pas d'un Jean – La Montagne Annecy le Vieux 74 940 Annecy. L'inspection a été annoncée le 16/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARMACO
- Le Pas d'un Jean – La Montagne Annecy le Vieux 74940 ANNECY
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

La société Carmaco a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune déléguée d'Annecy-Le Vieux, commune d'Annecy par arrêté préfectoral du 2 mars 2018 modifié. L'autorisation est accordée jusqu'au 2 mars 2036. La remise en état est incluse dans la durée de l'autorisation.

A la date de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 novembre 2023, le gisement est estimé à 1 383 500 tonnes. Le rythme d'extraction est de 76 800 tonnes/an en moyenne et 200 000 t/an au maximum. Le remblayage total autorisé est de 478 000 m³ pour la remise en état.

Des installations de traitements sont également présentes sur le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Exploitation et suivi géotechnique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet. Il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « sans suite administrative » ;
- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée..

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Terres de terrassement	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Extraction – Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 1	Sans objet
3	Vibrations – Généralités	Arrêté Préfectoral du 04/03/2018, article 6.3.1.1.	Sans objet
4	Sécurisation	Arrêté Préfectoral du 06/03/2018, article 8.3.2	Sans objet
5	Sécurisation	Arrêté Préfectoral du 06/03/2018, article 8.3.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Sécurisation – Phasage	Arrêté Préfectoral du 06/03/2018, article 8.3.2 et 8.3.1	Sans objet
7	Stabilité	Arrêté Préfectoral du 05/03/2018, article 8.3.4	Sans objet
8	Ouvrages de Sécurisation	Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article 8.3.5	Point non abordé
9	Eaux Pluviales	Arrêté Préfectoral du 03/03/2018, article 4.1.5.3	Point non abordé
10	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article Annexe	Point non abordé

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des points n'a pas pu être abordé lors de cette inspection, l'analyse des points 8, 9 et 10 est reportée à la prochaine inspection.

Le constat n°2 fait l'objet d'une lettre de suite : absence de transmission des informations concernant les terres valorisées sur Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extraction – Remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Bilan Quantité 2023			
Prescription contrôlée :			
Le tableau des activités à l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°PAIC-2018-0021 du 02/03/218 est remplacé par le suivant :			
Nature de l'activité	Rubriques	Volume d'activité	Classement
Carrières (exploitation de). 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	2510-1	Gisement : 1 383 500 tonnes Production moyenne : 76 800 t/an Production maximale : 200 000 t/an Remblaiement autorisé Volume disponible : 478 000 m³ Vol. Moy : 27 000 m³/an Vol. Max : 150 000 m³/an	A*
1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	2515.1.a	Puissance totale des installations : 755 kW	E*

Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m ²	25171	Surface totale : 30 000 m ²	E*
---	-------	--	----

Constats :

L'exploitant a justifié en séance les volumes extraits et les volumes remblayés à la date du 31/12/2023.

Nous n'avons pas constaté pour l'année 2023 de dépassement des volumes autorisés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Terres de terrassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Registre chronologique

Prescription contrôlée :

Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.

Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :

- a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :
 - la date de réception ;
- b) Concernant la dénomination, nature et quantité :
 - la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;
 - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
 - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
 - s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
 - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
 - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;
 - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;
- c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
 - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
 - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
 - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
 - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
 - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur

<p>numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;</p> <ul style="list-style-type: none"> d) Concernant l'opération de traitement : <ul style="list-style-type: none"> le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ; lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ; le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitation ne générant pas de déchets d'extraction, il n'y a pas de stocks sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant a modifié la mise en forme des Demandes d'Acceptation Préalable (DAP). Ces dernières ont été progressivement mises en place à partir de 2024. Ces DAP servent de registre chronologique pour les terres et déchets inertes qui entrent sur le site de la carrière.</p> <p>Après analyse des DAP en séance, nous avons constaté qu'elles comportent l'ensemble des items demandés dans l'article précité.</p> <p>Actuellement, l'exploitant ne verse toujours pas les informations demandées dans le Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments (RNDTS).</p> <p>L'exploitant nous a déclaré qu'il travaillait avec l'éditeur du logiciel mis en place sur le site pour le rendre compatible avec le versement des informations. Il pense que cela sera effectif d'ici juin 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N°3 : Vibrations – Généralités

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2018, article 6.3.1.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plans de Tirs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositifs d'abattage à l'explosif et notamment les charges unitaires mises en œuvre doivent être adaptés à la progression des fronts de taille et tenir compte des conditions d'exploitations détaillées dans l'article 9 du présent arrêté.</p> <p>Les tirs de mines doivent être réalisés uniquement du lundi au vendredi. Ils sont interdits en période nocturne.</p> <p>Chaque tir de mines fait l'objet d'un plan de tir prédéfini pour être adapté au volume de matériaux à extraire et à l'orientation des fronts à abattre. Ce plan de tir doit notamment tenir compte du phasage de l'exploitation, de la nature du gisement, de la géologie locale et des conditions météorologiques.</p> <p>Chaque plan de tir précise a minima les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> positionnement (distance du trou d'amorçage par rapport à la ligne de front), profondeur,

- inclinaison et orientation ;
- caractéristique des charges utilisées, détonateur utilisés, bon de livraison, etc. ;
- charge unitaire et à la volée ;
- nombre de mailles et retard.

Un rapport de foration doit systématiquement être établi à l'issue de la foration. Ce rapport doit mentionner l'ensemble des phénomènes géologiques rencontrés (failles, vides, karst, argile,...). Un relevé de dérivation est établi afin de vérifier la qualité de la foration pour les forages d'une profondeur supérieure à 8 m. Une attention particulière sera portée sur l'inclinaison des trous par rapport à celle du front.

Une personne compétente et formée en matière de tir de mine, autre que le foreur/mineur qui réalise le tir contrôlera aléatoirement 1/3 des forages de chaque tir : positionnement, profondeur et inclinaison.

Ces contrôles seront identifiés et les anomalies éventuelles tracées.

La charge totale d'un tir ne peut pas être mise à feu instantanément. Un plan d'amorçage du tir décompose la charge totale en charges élémentaires qui seront mises à feu, les unes après les autres, avec des décalages significatifs entre deux départs successifs. Sur un même tir, chaque trou chargé fait l'objet d'un amorçage fond de trou qui consiste à amorcer la colonne d'explosifs par un détonateur placé en dessous.

En cas d'imbrûlé, la charge concernée devra être localisée et traitée selon les règles de l'art. Les ratés de tirs devront être tracés par l'exploitant. Le registre des ratés de tir devra d'être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

La réalisation des tirs est sous-traitée à la société EPC France (implantation des trous, réalisation des plans de tirs, foration, livraison des explosifs, etc.).

Un premier repérage est réalisé par drone, par la suite le directeur de carrière et le responsable des tirs se déplacent sur le lieu pour la prise de cote et l'implantation provisoire des trous.

Le responsable du tir transmet le récapitulatif du tir au directeur technique de la carrière qui le valide. Ce récapitulatif précise le nombre de forations, leur implantation (avec un plan où est précisé l'orientation du tir vis-à-vis du massif), la profondeur, l'orientation, la charge unitaire, la charge à la volée.

A la suite de la validation de ce plan, la société de minage réalise les forations, les explosifs étant livrés par la société EPC le matin du tir. L'ensemble des enregistrements de foration (couple, vitesse, etc.) est réalisé par la société de minage et est également tenu à la disposition de l'exploitant.

L'exploitant nous a montré en séance un rapport de foration (Tir du 29/11/23). Nous n'avons pas constaté d'incohérence.

Le registre concernant le raté de tirs a été mis en place. Il comporte un raté de tir (tir de novembre). La société qui réalise les tirs a transmis une procédure à l'exploitant sur le traitement de trois charges qui n'avaient pas explosées.

Nous n'avons pas vu d'incohérence dans le traitement de ces charges par la société de tir.

Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Sécurisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2018, article 8.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Eperon central

Prescription contrôlée :

Extraction de l'éperon central :

L'éperon central est exploité lors de la phase T1, l'extraction concerne le banc supérieur d'une hauteur d'environ 5 mètres. L'extraction suivra le toit du banc inférieur qui est solidaire du massif selon une pente de 33/34°.

Le plan de tir préalable doit être réalisé conjointement entre la société de minage et le bureau géotechnique. Il est validé par l'exploitant qui reste responsable du tir.

Préalablement au tir, l'exploitant transmettra le plan de tir à monsieur le préfet ainsi que la période de réalisation du tir. Celle-ci devra exclure les périodes de forte affluence touristique. La mise en œuvre ne pourra avoir lieu qu'en l'absence d'opposition de la part de monsieur le préfet.

Constats :

L'exploitant nous a déclaré qu'actuellement il réalisait l'ensemble des travaux de sécurisation du Front Nord-Ouest avant de réaliser la purge de l'éperon central.

Il ne prévoit pas l'exploitation avant l'automne de cette année.

Lors de l'inspection sur site, conformément aux déclarations de l'exploitant, nous avons constaté qu'aucune opération préparatoire au tir n'avait été engagée au niveau de l'éperon central.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle à l'exploitant que préalablement à ce tir, il devra transmettre l'ensemble des éléments à monsieur le préfet de la Haute-Savoie à l'adresse suivante :

ddpp-paic@haute-savoie.gouv.fr

Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Sécurisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2018, article 8.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Travaux de sécurisation carreau Nord

Prescription contrôlée :

Travaux de sécurisation du carreau Nord : angle Nord-Ouest :

Préalablement à l'exploitation du carreau Nord, les travaux de sécurisation de l'angle Nord-Ouest doivent être réalisés.

La masse C1 doit être extraite selon les dispositions suivantes :

- terrassement du haut vers le bas par minage (y compris la banquette résiduelle de 4 mètres de largeur) ;
- exploitation de la masse C1 depuis l'angle Nord-Ouest sur toute la largeur du risberme selon les plans en ANNEXE III et IV du présent arrêté. Seul le gradin Ouest en partie sommitale aura une hauteur de 40 mètres ;
- prédécoupage au cordeau ;
- forage à l'aide de pelle à long bras et/ou techniques acrobatiques pour ne pas créer de surcharge (la mise en place d'une foreuse est interdite) avec une maille 2*2 mètres et une profondeur des forages ne pouvant excéder 10 mètres ;
- tir séquencé avec une charge unitaire de 200 g/m³.

A la suite de ces travaux, un bureau géotechnique évaluera la situation et affinera le traitement des compartiments Q1, Q2 et Q3.

Les travaux de terrassement des matériaux issus des tirs entre les cotes 650 et 620 mètres NGF seront réalisés à la pelle araignée.

Une risberme d'une largeur de 15 mètres est réalisé à l'altitude 630 mètres NGF.

Les trois compartiments instables Q1, Q2 et Q3 doivent être traités selon les recommandations suivantes :

- Q1 : réalisation de 10 ancrages. Ces ancrages sont réalisés conformément aux recommandations du bureau géotechnique. Ils sont réalisés directement sur dalle, perpendiculairement au plan de glissement stratigraphique ;
- Q2 : à la suite de la visite complémentaire du bureau géotechnique sur la zone, ce dernier affinera et validera les dispositions suivantes :
 - purge du pilier à l'aide de moyens manuels (coussin, vérin, canne à purge, etc.)
 - microminage ou clouage de certains compartiments selon analyse.
- Q3 : réalisation de 20 ancrages. Ces ancrages sont réalisés conformément aux recommandations du bureau géotechnique. Ils sont réalisés en rive gauche du compartiment.

Les compartiments Q1, Q2 et Q3 sont situés sur les photos en ANNEXE V du présent arrêté.

Constats :

La rectification de la piste au niveau de l'angle Nord-Ouest du front Nord par le traitement de la masse C1 a été réalisée.

Concernant les compartiments instables, à la date de l'inspection, Q1 et Q2 ont été traités.

Q2 a été purgé manuellement et Q1 a été traité par micro minage.

Q3 va être traité, mais l'exploitant est dans l'attente du passage du bureau géotechnique pour confirmer le traitement de ce compartiment.

Concernant le micro-minage de Q1, les micro-tirs ont été réalisés le 22 janvier 2024 après validation de la procédure par le bureau géotechnique.

Nous avons vu le plan de tir en séance : 8 kg d'émulsion ont été utilisés (Diamètre 35 mm, poids de 500 g).

La société DAHU TP, domiciliée sur la commune de Saint-Jean-de-Sixt, a réalisé ces travaux de purge. Elle s'est fait livrer par EPC, sur le site de la carrière, un carton de 25 kg d'émulsion 35/500.

La carrière Carmaco ne possède pas de certificat d'acquisition.

Le certificat d'acquisition est nécessaire pour acquérir les explosifs, son obtention nécessite également la mise en place d'un registre de suivi des explosifs.

Dans ce document, la gestion du reliquat des charges non utilisées est précisée : soit elles sont stockées dans un dépôt dûment autorisé, soit elles sont reprise en consignation. Le certificat d'acquisition de la société DAHU TP précise qu'une reprise en consignation par EPC est réalisée.

Nous avons demandé à la société Carmaco de nous présenter le registre qu'ils ont mis en place pour le suivi des explosifs utilisés dans le cadre de l'exploitation du site. Concernant le tir du 22 janvier 2024, seule la date de livraison était inscrite. Aucune information relative à la traçabilité sur les explosifs n'était disponible (numéro des émulsions, déto, nombre de cartons, etc.).

Nous avons demandé à l'exploitant, comment avait été traités les 17 kg d'explosifs qui n'avaient pas été utilisés.

Ce dernier après confirmation de la société DAHU TP, nous a déclaré que les 17 kg ont été détruits lors du micro-minage.

A la suite de l'analyse des conditions de réalisation de ce tir, nous avons constaté les éléments suivants :

- la traçabilité des 25 kg d'explosifs a été rompue ;
- la destruction de 17 kg d'explosifs sur une zone située à proximité immédiate d'un compartiment instable qui nécessitait uniquement 8kg pour être traité, aurait pu créer de nouvelles instabilités.

A la suite de l'inspection, l'exploitant nous a envoyé par mail les documents suivants :

- le certificat d'acquisition de la société DAHU TP valable du 5/01/24 au 28/12/24 et qui précise d'EPC France doit faire une reprise en consignation des reliquats non utilisés ;
- l'attestation par la société DAHU TP que les 17 kg ont été détruits sur le site lors du micro-minage ;
- le registre de suivi des explosifs avec l'ensemble des informations renseigné ;
- la lettre de la société Carmaco à la société DAHU TP qui précise que les reliquats des émulsions non utilisés doivent être gérés conformément à leur certificat d'acquisition.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il ressort de l'analyse de ces constats, qu'il est nécessaire pour l'exploitant d'être titulaire du certificat d'acquisition. En effet, avec ce document, l'acquisition de l'ensemble des explosifs pour la réalisation des tirs sera maîtrisée et tracée : quantité, vérification des produits entre commande et bon de livraison, déchargement sur le site, renseignement du registre.

Par ailleurs, il pourra également exiger de la part du fournisseur des explosifs la reprise en consignation des reliquats et éviter la destruction de ces derniers sur une zone qui pourrait générer de nouvelles instabilités.

Aussi, afin de consolider la procédure de réalisation des tirs et d'éviter la création d'instabilités, l'exploitant devra réaliser les démarches auprès de la préfecture de la Haute-Savoie pour que la société Carmaco soit titulaire du certificat d'acquisition.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2018, article 8.3.2 et 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Extraction carreau Nord - Phase T1 2023-2028
<p>Prescriptions contrôlées :</p> <p><u>Article 8.3.2. Extraction carreau Nord</u></p> <p><u>Extraction du carreau Nord : Fronts Nord, Central et Nord Ouest (hors angle Nord-Ouest) :</u> La réalisation d'un front d'une hauteur de 30 mètres avec une pente maximale de 75° par rapport à l'horizontale est subordonnée à la mise en place des mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'exploitation est réalisée du haut vers le bas par des tirs de mines dont la hauteur maximale de foration est de 9 mètres (8 mètres + 1 mètre de surprofondeur). Le matériau pourra être abattu à l'aide de tirs de mines par tranches successives d'une épaisseur maximale de 15 mètres après validation d'un organisme compétent en géotechnique. Cette validation sera tenue à la disposition de l'inspection ; • la largeur des banquettes est de 15 mètres. Elles seront retalutées en fin d'exploitation du gradin à 10 mètres ; • après chaque marouflage des matériaux, une visite géotechnique attestera de la stabilité des gradins et risbermes dont la largeur définitive ne pourra pas être en-deça de 8 mètres ; <p>l'approfondissement du carreau Nord est réalisé en descente en « escargot » entre les cotes 570 et 535 mètres NGF selon la méthode ci-dessus.</p> <p><u>Article 8.3.1. Phasage</u></p> <p>L'extraction des matériaux du carreau Sud n'est plus autorisée. A la suite du remblayage de la zone, un merlon d'une hauteur de 3 mètres est mis en place à une vingtaine de mètres du pied de falaise du front Ouest du carreau Sud. La circulation des piétons est interdite dans ce périmètre.</p> <p>Maintien du merlon de 5 mètres NGF au droit du carreau Nord et parallèle à la RD 16.</p> <p><u>T1 : janvier 2023 – décembre 2028</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Finalisation du remblaiement du carreau Sud avec la mise en forme d'une plate-forme pour accueillir les installations de traitement. La puissance maximale cumulée de ces dernières est limitée à 755 kw. • Démantèlement et évacuation dans les filières dûment autorisées des installations de traitement si ces dernières ne sont pas réutilisées. • Fin de la reprise des fronts du carreau Nord : <ul style="list-style-type: none"> ◦ sécurisation (mise en place des éléments de confortement) et reprofilage des fronts Nord-Ouest ; ◦ reprofilage des fronts Nord-Est ; ◦ extraction du carreau Nord jusqu'à la cote 562 mètres NGF. • Réalisation d'un merlon au droit de l'éperon central, parallèle à la RD 16 d'une hauteur de 2,5 mètres préalablement à l'exploitation de l'éperon central. • Purge de l'éperon central.
<p>Constats :</p> <p>Nous avons vu en séance le dernier plan d'exploitation qui date du 18 décembre 2023.</p> <p>A l'état final, la cote du carreau Sud est de 569 m NGF. Sur le plan les cotes oscillent entre 558 et 565 mètres.</p> <p>Nous avons constaté sur site qu'il n'y a plus d'extraction mais uniquement des opérations de remise en état pour atteindre la cote finale.</p> <p>En considérant le phasage tel que prévu, à la date de l'inspection nous n'avons pas constaté de décalage entre le prévisionnel et le réel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection le calcul du volume restant pour remettre en état le carreau sud à la cote finale.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Stabilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2018, article 8.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi géologique

Prescription contrôlée :

L'exploitant procède à une surveillance quotidienne des fronts de taille, réalise toutes les opérations de purges nécessaires à la sécurisation des fronts de taille et sollicite l'intervention d'un organisme compétent en géotechnique et éventuellement en trajectographie en cas de détection d'anomalies.

Ces opérations de surveillance et interventions sont consignées dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Un suivi géologique du site est réalisé par un organisme compétent en géotechnique, au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation afin de :

- mettre à jour la connaissance du massif à l'avancement de l'exploitation ;
- modifier la méthode d'exploitation si nécessaire. Les conditions d'exploitation prescrites à l'article 11 du présent arrêté pourront être modifiées uniquement par la production d'une étude géotechnique réalisée par un organisme indépendant et compétent en géotechnique et transmis préalablement à l'inspection.

La fréquence des visites pour le suivi géotechnique des fronts doit être adaptée en fonction de l'importance des tirs et de leur fréquence. Cette fréquence devra être justifiée par le géotechnicien avec un suivi géotechnique a minima annuel.

En sus du bilan de la visite annuelle, le rapport contient a minima un bilan des résultats des visites géotechniques de l'année et des travaux réalisés. La justification du respect des pentes doit être également réalisée.

L'exploitant justifie également que l'ensemble des recommandations émises par les différentes études et suivis géotechniques a été pris en compte.

Ce rapport est transmis à l'inspection avant le 31 mars de l'année n+1.

L'exploitant met en place une procédure écrite « météo » validée par un organisme compétent. Il tient cette procédure à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le bureau d'étude Sage réalise le suivi géotechnique du site. L'exploitant est en attente de la transmission du rapport géotechnique annuel comportant l'ensemble des demandes prescrites à l'article précité.

L'exploitant nous a montré en séance le devis signé pour la réalisation de ce rapport (devis signé le 19/02/24).

L'exploitant nous a montré en séance la procédure météo mise en place réalisée et validée par le bureau géotechnique Sage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dès réception, l'exploitant transmettra à l'inspection le rapport du suivi annuel géotechnique du site.

Afin de s'assurer que l'ensemble des opérateurs concernés, dont l'assistante administrative, soit averti des actions à mettre en place dans le cadre de la procédure météo, l'exploitant tracera cette information.

Type de suites proposées : Sans suite

N°8 : Ouvrages de Sécurisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article 8.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi ouvrages
Prescription contrôlée : Les rapports de justification du dimensionnement et des caractéristiques des ouvrages de protection (merlon, écran, filet, barrière grillagées,..) ainsi que de leur validation après mise en place devront être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Un suivi dont la fréquence a été définie par un bureau compétent est mise en place afin de s'assurer de l'efficacité dans le temps de l'ensemble des ouvrages de confortement du site (grillage, clouage, inclinomètres, etc.). Une maintenance préventive ou curative est effectuée selon les constats effectués lors de ces campagnes. Pour chaque ouvrage, le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les rapports de justification du dimensionnement et des caractéristiques des ouvrages de protection (merlon, écran, filet, barrière grillagées,..) ainsi que de leur validation après mise en place devront être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Ce point-là n'a pas été abordé dans le cadre de cette inspection. Il est reporté à la prochaine inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N°9 : Eaux Pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2018, article 4.1.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de surfaces
Prescription contrôlée : Les eaux issues des fronts supérieurs et parvenant jusqu'au carreau d'exploitation s'infiltreront de manière naturelle dans le sous-sol. Les eaux circulant sur la piste menant à la zone de traitement au Nord et les eaux provenant du système de nettoyage des roues en sortie de site, sont dirigées de manière gravitaire vers un bassin d'orage de 120 m ³ , dans lequel elles décantent. Un merlon périphérique protège le bassin d'orage. Afin d'éviter toute infiltration des eaux qui serait préjudiciable à la stabilité des fronts et des talus situés à proximité du bassin, l'exploitant s'assure de la pérennité dans le temps de l'étanchéité du bassin.
Constats : Ce point-là n'a pas été abordé dans le cadre de cette inspection. Il est reporté à la prochaine inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N°10 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article Annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation Eau
Prescription contrôlée : Arrêté-cadre « Sécheresse » n°DDT-2022-0710 du 16 mai 2022. Arrêté DDT-2022-0894 du 18 juillet 2022 relatif aux limitations des usages de l'eau niveau alerte renforcée sur le secteur du Fier.

Dans l'arrêté cadre, qui fixe des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse, il existe 4 seuils :

- vigilance ;
- alerte ;
- alerte renforcée ;
- crise.

Constats :

Ce point-là n'a pas été abordé dans le cadre de cette inspection. Il est reporté à la prochaine inspection.

Type de suites proposées : Sans suite